



Nov. 2015

Dans le contexte, avant les régionales:

Soutien aux revendications des machinistes RATP en grève le 18/11

La section du PCF du 15^{ème} arrdt a apporté son soutien aux machinistes de la RATP, en particulier à ceux du dépôt de Croix-Nivert, en grève le 18 novembre.

Nous estimons très juste la décision des organisations syndicales qui ont maintenu l'appel à la grève pour défendre les conditions de travail, décidée depuis longtemps, dans le contexte suivant les terribles attentats du 13 novembre.

Pour nous, l'émotion collective, que nous partageons, ne peut pas et ne doit pas être instrumentalisée pour enrôler le pays tout entier dans la politique de guerre et la politique antisociale du gouvernement, dans sa dérive sécuritaire. Nous considérons que les luttes sociales, notamment pour le service public, font partie de la réponse au besoin de fraternité qui s'exprime largement dans le pays, comme au refus des tentatives politiques de division de la population et des travailleurs sur des bases « identitaires ». Nous savons que ces dernières sont aussi malheureusement à l'œuvre à la RATP.

Les attentats du 13 ont souligné l'importance de nos services publics. Tout le monde rend hommage aujourd'hui aux hôpitaux publics et au dévouement de leurs personnels qui ont donné leur temps sans compter. En récompense, le directeur général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, Martin Hirsch, promet de leur supprimer de 4 à 6 jours de récupération et de tailler dans les effectifs déjà notoirement insuffisants. La bataille contre cette mesure unilatérale, prise contre les syndicats représentant l'immense majorité des agents, avec la complicité des jaunes de la CFDT, va reprendre et, plus que jamais, nous la relayerons sur le plan politique.

Vendredi soir en revanche, les graves répercussions de la politique de la direction de la RATP se sont fait ressentir, heureusement sans drame. La régulation centralisée des lignes d'autobus (le CRIV), mise en place pour supprimer des

postes en déshumanisant le fonctionnement du réseau, a abouti à un chaos complet. Les machinistes ont été laissés seuls sans information, sans consigne, y compris ceux des lignes traversant les lieux des attentats. Rétrospectivement, on mesure le danger encouru par les agents et les usagers.

Et le CRIV ne constitue qu'un aspect de la politique suivie depuis des années pour détourner l'argent du service public vers le profit privé dans toutes ces formes.

La grève de ce jour porte sur l'emploi. La situation dans ce domaine devient critique dans les autobus et tramways. Ces trois dernières années, ce sont 1300 agents qui auraient dû être embauchés – et qui ne l'ont pas été - uniquement pour répondre à l'accroissement de l'offre de transport. En 2014, la direction de la RATP n'a même pas tenu son propre objectif affiché ne pourvoyant que 800 postes sur 1000. Cette situation se traduit par des conditions de travail dégradées, une pression permanente sur les agents, des suppressions de services (comme cette année sur le PC1 aux heures de pointe), une généralisation des heures supplémentaires, une baisse de la qualité du service public.

Dans quelques semaines se tiendront les élections régionales dont les enjeux vont être encore plus dilués et coupés des attentes politiques réelles. Les transports figurent pourtant dans les principales prérogatives des régions.

La région Ile-de-France, qui contrôle le STIF, accompagne, en étroite connivence, la politique de la direction de la RATP. Nous nous souviendrons du président sortant de « gauche » Huchon, de son aide à la casse du régime de retraite, de ses professions de foi en faveur de la concurrence. STIF et direction de la RATP cogèrent la casse sociale, la politique « d'austérité » faisant le lit des intérêts privés, comme dans la toute dernière convention signée entre eux. Ils sont roués pour

.../...

se renvoyer la balle et s'exonérer de leurs responsabilités communes vis-à-vis des salariés et de la population.

Avant les élections, nous invitons à interpeler les candidats sur plusieurs points précis :

A la dernière réunion du STIF, à la veille des élections, les administrateurs de tous les partis (gauche/droite) se sont bruyamment réjouis de l'embauche de 250 machinistes en « renfort » d'ici 4 ans. C'est du cynisme quand le déficit s'est creusé de 1300 postes depuis 3 ans. Les mêmes ont voté le contrat prévoyant l'augmentation de 0,8% de la « productivité » par an...

APPELONS A LA CREATION DE 1300 POSTES DES L'ANNEE 2016 !

Tous les élus reconnaissent la pénibilité des conditions de travail: alors **pourquoi ne pas rétablir sa prise en compte dans le système de retraite avec le 1/5ème** (une année de bonification pour 5 années travaillées)?

Les candidats de tous les partis, PS, ex-UMP, EELV, FdG revendiquent la paternité du **Pass Navigo à tarif unique**. Cette mesure répond aux exigences de constitution du Grand Paris et est effectivement avantageuse pour les banlieusards les plus éloignés de Paris. **Mais qui a payé, qui va payer ?** Les usagers et les salariés! Les entreprises sont totalement épargnées, la baisse des remboursements aux salariés et de nouvelles exonérations fiscales compensant la hausse du **versement transport [contribution locale des employeurs aux transports en commun]**. Mais depuis 2004 et le lancement de l'idée par l'UMP Copé, l'abonnement zones 1-2 a été augmenté de 65% ! Et ça va continuer car il manque encore 400 millions d'euros par an. En parallèle, la municipalité de Paris a fait exploser les abonnements des personnes âgées. La RATP accroît, de son côté, la pression sur l'emploi et les conditions de travail.

DEMANDONS L'AUGMENTATION DU VERSEMENT TRANSPORT DES ENTREPRISES A CONCURRENCE DU COUT DU PASS NAVIGO A TARIF UNIQUE !

Dans le même temps, pour le budget pour 2016, **le gouvernement fait passer l'exonération de versement transport pour les entreprises comptant de 9 à 11 salariés**. Le coût de ce nouveau cadeau au patronat s'élèvera, selon les associations de communes, à au moins 300 millions d'euros par an, dont la moitié frappera l'Ile-de-France. Mais Valls ne prévoit de compenser cette mesure qu'à hauteur de 85 millions d'euros.

FAISONS CONNAITRE ET DENONCONS CE MAUVAIS COUP CONTRE LES TRANSPORTS PUBLICS !

A la politique de casse de l'emploi, s'ajoute à la RATP les effets la politique d'intimidation, d'arbitraire, notamment dans le non-commissionnement aléatoire des jeunes agents (non-titularisation) et la révocation à tout-va de personnels. Plusieurs centaines de postes sont concernés. A Croix-Nivert, un machiniste chevronné, père de famille, a été révoqué avec pour motif notamment la constatation par un mouchard qu'il aurait retroussé son pantalon de service lors d'une journée de canicule !!!

CES METHODES DE MANAGEMENT PAR LA TERREUR, COMME A FRANCE-TELECOM, DOIVENT ETRE DENONCEES ET ERADIQUEES !

Communistes, nous appelons à résister à tous ces aspects de la politique de mise en concurrence de tous contre tous, à l'application des directives européennes.

NON AU PROFIT CAPITALISTE, NON A LA GUERRE IMPERIALISTE,

OUI A LA SOLIDARITE ET A LA FRATERNITE OUVRIERES !

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

